

Centre Fédéral Judiciaire

*“Améliorer le développement et favoriser
l’émergence d’une meilleure administration de la
justice par l’éducation et la recherche”*



Le système judiciaire aux Etats-Unis



The United States Judiciary

- La compétence fédérale
- Les cours et tribunaux
- La formation juridique
- La sélection des juges
- Les juges fédéraux
- Le personnel des cours et tribunaux
- L'administration judiciaire
- Ethique et discipline
- La procédure
 - Civile
 - Criminelle
- Les tribunaux avec jury
- Le prononcé de la peine
- La formation continue

L'indépendance de la justice

Indépendance institutionnelle

Branche séparée de l'exécutif

Absence de contrôle par l'administration

Indépendance décisionnelle

Décisions rendue de manière impartiale,
selon la loi

Sans interférence extérieure

Responsabilité

Procès équitable

Transparence

Professionalisme et compétence

Fédéralisme

Fédéral

La constitution
américaine
Les lois fédérales
L'exécutif
Le législatif (Congrès)
Le judiciaire



U.S. District Court, Southern District of New York

Etatique

50 Etats, D.C., Puerto Rico
Les constitutions des Etats
Les lois des Etats
Pouvoir exécutif
indépendant, congrès,
cours



Superior Court of the District of Columbia

La compétence judiciaire des Etats

Le droit des contrats
Le droit de la famille
Le préjudice corporel
Les infractions aux lois de l'Etat

Les requêtes constitutionnelles

Les contentieux spécialisés (*famille, trafic, mineurs, drogue, impôt*)



La compétence judiciaire fédérale

En raison du sujet

La constitution américaine

La loi fédérale

Un traité

Banqueroute, contentieux douanier, propriété intellectuelle (brevets), maritime, commerce international

En raison de la qualité d'une partie

Gouvernement fédéral ou d'un Etat

Ambassadeur, personne publique, Etats étrangers

Diversité

Citoyens de plusieurs Etats si montant du litige >\$75,000



Juges et procédures

	FEDERAL	ETAT
Juges	1,722	30,377
Criminelles <i>(première instance)</i>	80,081	20,437,849
Civiles <i>(première instance)</i>	281,608	18,980,531
Specialisées <i>(principalement civiles)</i>	912,717 <i>(banqueroutes et plaintes fédérales)</i>	64,061,968 <i>(mineurs, relations familiales, trafic, etc.)</i>
Appels	54,244	272,975

Statistiques: Fédérales: 2015; Etatiques: 2012

Les juridictions fédérales



La Cour suprême

9 Juges

Revue discrétionnaire

Points de droit

Pas de consultation

Requêtes:
généralement > 7,000

Réexamen complet:
généralement < 90

Cours d'appel

179 Juges

13 Circuits

6-28 Juges par
circuit

3-juges décident de
points de droit

Les tribunaux de première instance

663 Juges

94 Districts

1-27 Juges par
district

Specialisées

Circuit fédéral
faillites

Commerce
international

Plaintes fédérales

Armées

Vétérans, Impôts,

Administratif (e.g.,
immigration, sécurité
social e)

Procédure devant la Cour suprême



Une fois que le dossier est accepté

Cours d'appel fédérales

Cours suprêmes des Etats
*Si le contentieux porte sur
une loi fédérale*

La formation des juristes

Au moins trois ans
d'éducation supérieure

Matières principales

Droit constitutionnel, procédure pénale et civile, droit du préjudice, de la propriété, de la preuve, de la responsabilité professionnelle

Options

Compétences

Ecrire, conseiller, négocier, études de cas

Professeurs

Académiques ou praticiens

204 écoles accréditées



La profession de juriste

Examens: barreau et responsabilité professionnelle

Conditions d'admission:

Diplôme d'une école de droit accréditée

Formation juridique continue (*obligatoire dans 45 Etats*)

Pratiques

Secteur privé

Secteur public

La fonction de juge: Éligibilité

Pas de concours ou d'examen

Peu de critères de sélection formels

Candidats choisis parmi:

- Des praticiens expérimentés (secteur public et privé)

- Des juridictions étatiques

- Des juridictions fédérales de première instance

- Professeurs

Formation judiciaire

- Fédéral: pas obligatoire

- Etats: obligatoire dans certains Etats

La sélection des juges: Etat

Vote
Attorney Lisa Doe
for
Superior Court
Seat 24

Méthodes variables

Election (31 Etats)

Partisan (11); non-partisan (20)

Nomination par le gouverneur

Commission de sélection au mérite

Elections

Nominations/Election par le congrès (4 Etats)

 Re-Elect
Judge
John
Smith
Law Enforcement's Choice

Mandats renouvelables

En général 2-14 ans

Retraite obligatoire dans 30 Etats

En général à 70-75 ans

(Vermont à 90)

La sélection des juges fédéraux

Nomination par le président Confirmé par le Sénat

Sur recommandation (*membres du Congrès, parti présidentiel...*)

Enquête: *maison, blanche, ministère, FBI*

Avis consultatif (*non prévu par la loi*) de l'*American Bar Association*

Audition *par le Comité judiciaire du Sénat* et vote *par le Sénat au complet*

Mandat à vie

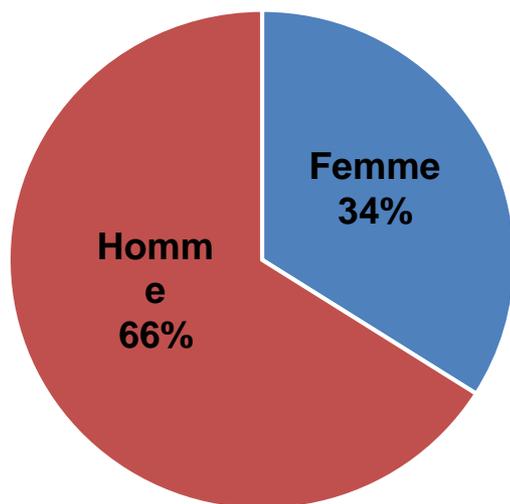
Article I Juges ,ommés pour mandats limités mais renouvelables

- *faillite – nommés par la cour d'appel pour 14 ans*
- *Magistrate – nommés par tribunal de première instance pour 8 ans*
- *Court des requêtes- par le président pour 15 ans*

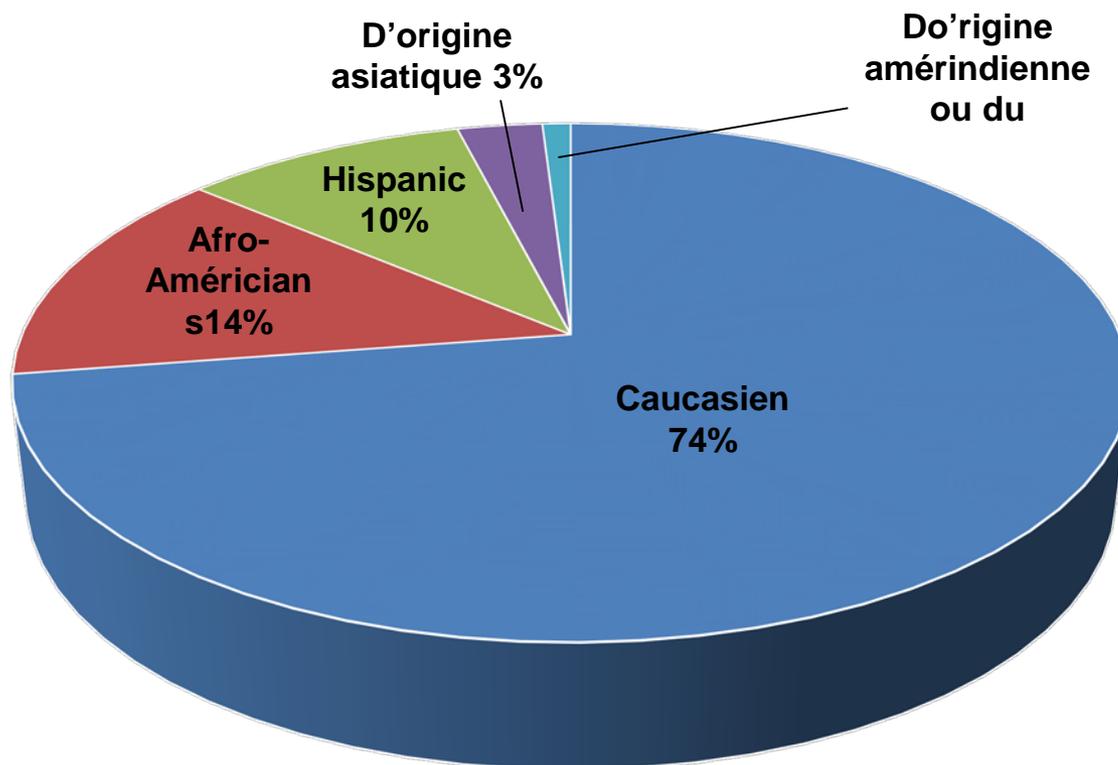


La diversité des juges fédéraux

Genre



Race/Ethnie



Statut: Chefs et Seniors

Premier président de la Cour Suprême

Nommé(e) par le Président, proclamé élu par le Sénat

Devoirs : Préside les sessions de la Cour, Conférence juridique, Bureau d'administration, Centre juridique fédéral, Smithsonian, Galerie d'art nationale

Juge principal *(Cours d'appel, cours de district)*

Affecté par ancienneté *(période passée au tribunal)*

Mandat de 7 ans

Supervise l'administration de la cour

Délègue au greffier

Peut gérer un volume de travail réduit

Doyen des juges *(facultatif)*

Condition d'admissibilité : 65 ans

Règle : lorsque âge + années de service = 80

Volume de travail réduit

Le juge-magistrat

Dans les tribunaux de première instance

Désignés par les juges à la majorité

Madnat de 8 asn renouvelable

responsabilités *(fixées par la loi et par le juge)*

Notamment:

- La mise en état des dossiers civils et pénaux

- Les accords et solutions alternatives aux litiges

- Les procès civils si les parties consentent

Personnel des tribunaux fédéraux

Tribunal (de district) de première instance

Greffier du tribunal

Autre personnel administratif (+/- 80 dans un tribunal de taille moyenne)

Avocats pro se

Personnels des Chambres : 2 assistants juridiques, secrétaire

Cour d'appel

Président de circuit

Greffier du tribunal

Autre personnel administratif (+/- 70 dans un tribunal de taille moyenne)

Avocats-conseil

Avocats de négociation

Personnels des Chambres : 4 assistants juridiques, 2 secrétaires

Le greffier

Jeune diplômé

Durée de 1 à 2 ans

Greffier de carrière

Responsabilités

A la discrétion du juge

Examen du dossier

Recherche juridique

Relations avec l'avocat

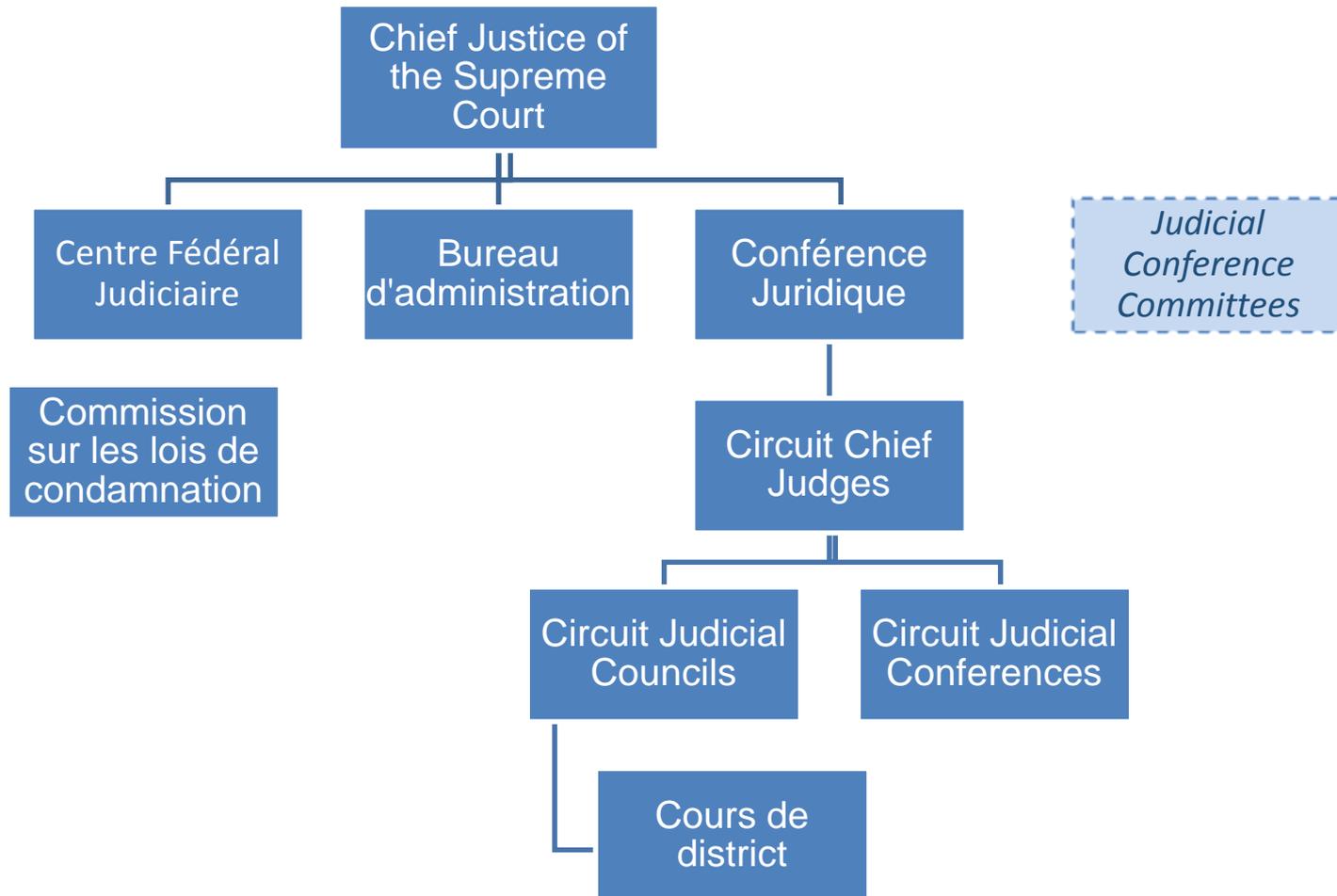
Rédaction de mémoire

Examen des projets de décision



Justice Horace Gray (1882)
"inspiration et critique"

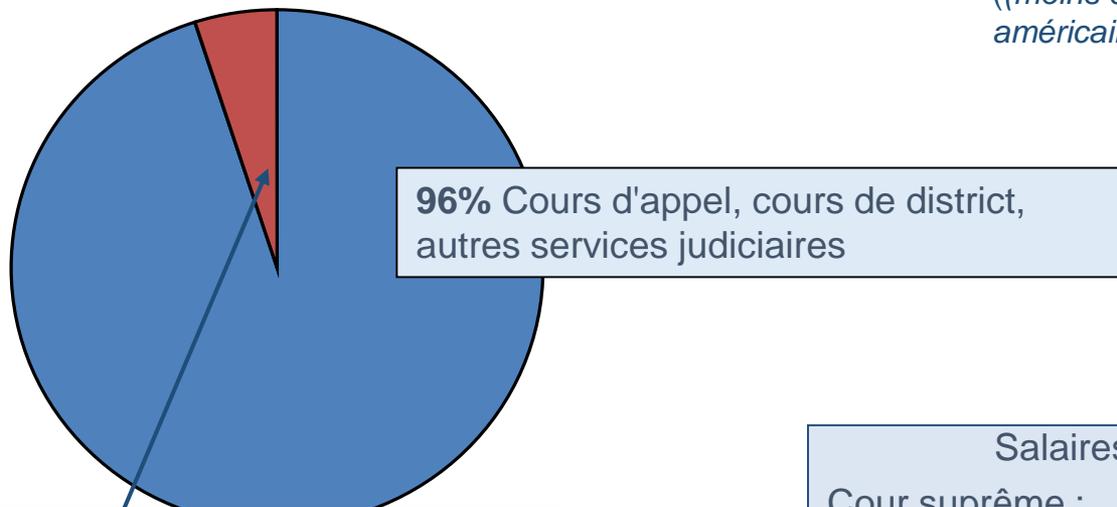
Administration Judiciaire Fédérale



Financement des Tribunaux Fédéraux

- Budget du système judiciaire fédéral : 6,78 milliards USD (FY 2016)

((moins de 1/5 de 1% du budget américain))



96% Cours d'appel, cours de district, autres services judiciaires

4% Cour suprême, circuit fédéral, Cour de commerce internationale, Bureau d'administration, FJC, Commission sur les lois de condamnation

Salaires judiciaires (2016)

Cour suprême : 249 300 USD (1^{er} prés. : 260 700 USD)

Cour d'appel : 215 400 USD

Cour de district : 203 100 USD

Juge de faillite/magistrat : 186 850 USD

Evaluation de la Performance Judiciaire

Responsabilité

Améliorer la performance

Informer sur la formation judiciaire

Critères : neutres et quantifiables

Connaissances juridiques, intégrité, impartialité, aptitudes à communiquer (par écrit, verbalement), professionnalisme, tempérament, aptitudes administratives

Méthodes d'application variées

Mécanisme : législation, jugement du tribunal, conseil judiciaire, association du Barreau

Sources : avocats, personnel des tribunaux, forces de l'ordre, parties, auditeurs de justice formés, décisions écrites, rôles

Outils : questionnaires, entretiens, observations

Volontaire ou obligatoire

Résultats réservés au juge uniquement ou rendus public

Conduite et Discipline

CONSTITUTION des ÉTATS-UNIS

Article III, Section I : Les juges exercent leurs fonctions avec un « comportement exemplaire »

Article II, Section IV : Les juges peuvent être démis de leurs fonctions uniquement en cas de « crimes et délits majeurs »

LÉGISLATION

Judicial Conduct and Disability Act (loi sur la conduite judiciaire et l'invalidité) de 1980

Divulgence financière (5 U.S.C §101-112)

Limites imposées sur les revenus externes (5 U.S.C. §501-505)

Disqualification (28 U.S.C. §455)

CODE DE CONDUITE POUR LES JUGES DES ÉTATS-UNIS

Adopté par la Conférence juridique des États-Unis

Dispositions non contraignantes

Comité de la Conférence juridique : Avis consultatifs sur les codes de conduite

Ethique judiciaire et recours contre les juges

Recours des justiciables devant la cour d'appel pour "mauvaise conduite du juge" (*partialité, hostilité, conflit d'intérêt, ou autre violation éthique, mais pas pour une opinion dissidente*) ou *incapacité (physique ou mentale de nature à affecter la capacité à juger)*.

Le président de la cour d'appel examine le recours et peut le rejeter s'il n'est pas fondé, le classer si le problème a été réglé ou le renvoyer à une commission d'enquête ad hoc qui transmet sa conclusion au conseil judiciaire de la cour. .

En cas de violation, le Conseil peut prendre des mesures "correctives" (*pas de nouveau dossier, conseils informels, censure, blâme*) ou transmettre la procédure à la conférence judiciaire qui peut à son tour l'envoyer à l'assemblée de l'Etat pour enquête éventuelle. La décision finale doit être publiée sur le site de la cour

Compétence du congrès pour empêchement, renvoi ou procès. (15 empêchements en 2016 et 8 condamnations).

Code de conduite du personnel judiciaire

Personnel des tribunaux fédéraux de première instance

Missions:

Maintenir l'indépendance et l'intégrité de la justice

Eviter les comportements inconvenants (ou leur apparence)

Accepter, dans l'exercice de leurs missions:

- De respecter la loi

- D'agir avec professionnalisme, compétence, respect et politesse

- D'éviter de commenter les procédures en public

Eviter les conflits entre vie privée et professionnelle; respecter les règles de non divulgation

Devoir de réserve

Comités sur les codes de conduites après avis hiérarchique

Les Tribunaux et la Presse

Transparence

Ouverture de procédures, archives du tribunal, décisions publiées

Constitution des Etats-Unis

Discours (1^{er} Amendement)

Procès équitable (6^{ème} Amendement)

Obligations éthiques

Les juges doivent « éviter de formuler publiquement des observations sur le bien-fondé des affaires en cours ou à venir ... » *Code de déontologie judiciaire 3A(6)*

Ils peuvent faire des déclarations publiques « dans le cadre de leurs ... fonctions officielles, pour expliquer les démarches du tribunal ou ... (pour) des raisons de formation juridique. »

Magistrats - Barreau - Comités de presse/publics et programmes

Communication pour promouvoir l'établissement de rapports précis et responsables et la compréhension des problématiques judiciaires

Droit pénal

	COMMON LAW	CIVIL LAW
Sources du droit Jurisprudence	Constitution Arrêts (précédent) Lois Coutume	Loi promulguée (constitution, code, décrets, règlements) Coutume Doctrines
Analyse juridique	Interprétation et mise en oeuvre du précédent Raisonnement par analogie Examen judiciaire de la loi	Application du code Précédent (à titre d'information mais pas obligatoire) Examen judiciaire dans certains pays
Rôle du Judge	Dirige la procédure Décide du droit applicable Admet la preuve Sauf s'il y a un jury, établit les faits	Enquête et recherche la preuve Interroge les témoins Détermine les faits
Rôle de l'avocat	Actif dans la recherche de la preuve Conseille son client Développe, prépare, et présente le dossier	Met en avant la preuve favorable à la défense Conseille son client Prépare le dossier
Procédure	Accusatoire Orale En appel: Droit et procédure	Inquisitoire Documents, procès-verbaux Appel: réexamen des faits, du droit et de la procédure

Contemporary practice: convergence of two traditions in many countries

Pratique Judiciaire Aux États-Unis



Common Law

Précédent

Lois

Règles de procédure et de preuve



Court Proceedings

Accusatoire

Rôle du juge et de l'avocat

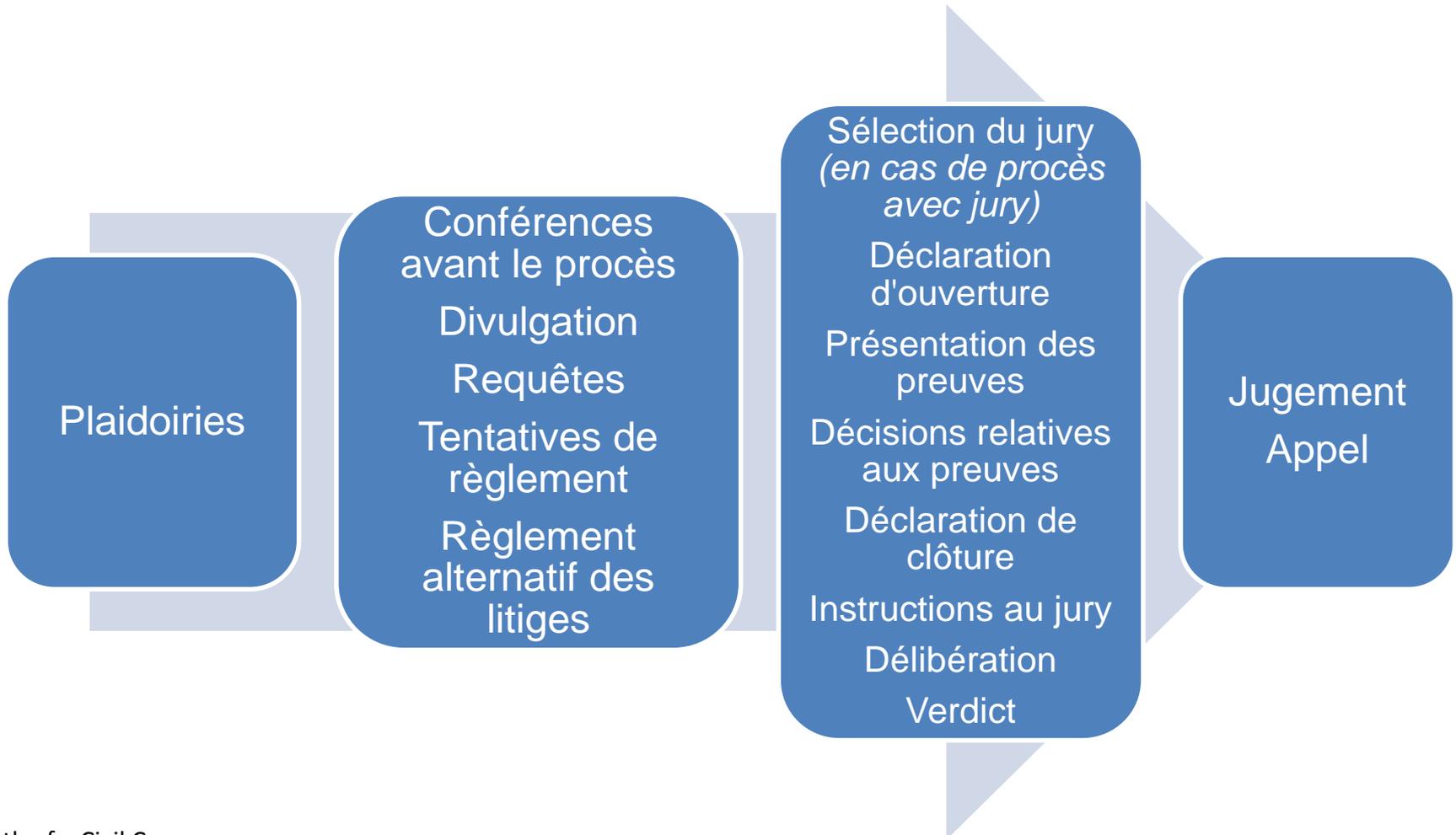
Jury ou juge

Continu (suspensions d'audience limitées)



Compte rendu de séance

Procédure civile



Conférences de Mise en Etat

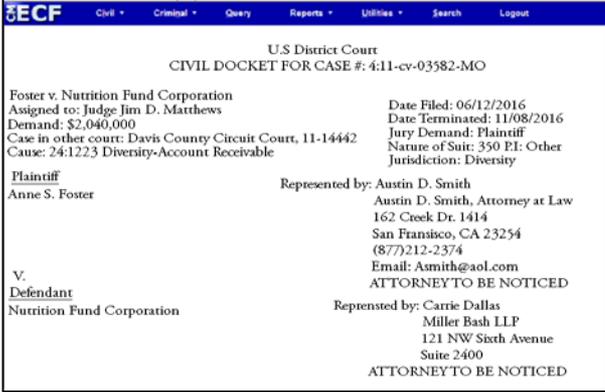
Outil de gestion effective de l'affaire

Faciliter des audiences judiciaires efficaces

Examen : plaintes, défenses, témoins, preuves, motions juridiques

Discuter de l'accord

Etablir un programme



The screenshot shows a court docket page from the U.S. District Court for the Eastern District of Missouri. The case is titled "Foster v. Nutrition Fund Corporation" and is assigned to Judge Jim D. Matthews. The docket number is 4:11-cv-03582-MO. The page lists the date filed (06/12/2016), the date terminated (11/08/2016), the demand amount (\$2,040,000), and the nature of the suit (Diversity-Account Receivable). It also lists the plaintiff (Anne S. Foster) and the defendant (Nutrition Fund Corporation), along with their respective attorneys and contact information.

U.S. District Court
CIVIL DOCKET FOR CASE #: 4:11-cv-03582-MO

Foster v. Nutrition Fund Corporation
Assigned to: Judge Jim D. Matthews
Demand: \$2,040,000
Case in other court: Davis County Circuit Court, 11-14442
Cause: 24:1223 Diversity-Account Receivable

Date Filed: 06/12/2016
Date Terminated: 11/08/2016
Jury Demand: Plaintiff
Nature of Suit: 350 Pl: Other
Jurisdiction: Diversity

Plaintiff
Anne S. Foster

Represented by: Austin D. Smith
Austin D. Smith, Attorney at Law
162 Creek Dr. 1414
San Francisco, CA 23254
(877)212-2374
Email: Asmith@aol.com
ATTORNEY TO BE NOTICED

V.
Defendant
Nutrition Fund Corporation

Reprented by: Carrie Dallas
Miller Bash LLP
121 NW Sixth Avenue
Suite 2400
ATTORNEY TO BE NOTICED

Série de réunions

Le conseil doit être présent et soumettre des rapports

Ordonnances et échéances

Réunion finale avant le procès



Gestion des procédures

Contrôle judiciaire de l'affaire

- Chaque affaire est assignée à un juge
- Clarifie ce qui est attendu des avocats
- Suit l'évolution de l'affaire

Échéances fermes et crédibles

- Définies tôt
- En fonction du type d'affaire (*gestion différentielle des affaires*)

Procès en continu (*ininterrompu*)

Délégation des fonctions non judiciaires

Administration centrale forte des tribunaux

- Système de gestion centralisé des informations

Transparence

Assignation aléatoire pondérée des affaires

Données statistiques

Activités judiciaires des tribunaux des États-Unis
Statistiques de gestion des tribunaux fédéraux

Loi de 1990 relative à la réforme de la justice civile

Rapport semestriel préparé par le Bureau administratif à l'aide d'un logiciel de gestion automatisée des affaires

Toutes requêtes en attente pendant plus de 6 mois

Tous procès sans jury et non définis pendant plus de 6 mois

Toutes affaires civiles en attente pendant plus de 3 ans

Ajouté par le système judiciaire : recours en matière de sécurité sociale et de faillites en attente pendant plus de 6 mois

Statistiques ventilées par court, juge et affaire

Objectif : réduire les frais et les retards, aider à définir l'allocation des ressources

Les tribunaux diffusent les rapports internes : dossiers, taux de disposition

Suivi de la part des médias

Modes Alternatifs de Résolution des Conflits (ADR)

Les tribunaux de première instance doivent proposer des modes alternatifs de résolution des litiges

pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne le type de programme proposé

Types d'ADR proposés dans les tribunaux des Etats-Unis

La médiation est la forme la plus courante

Certains districts proposent également une évaluation neutre, un arbitrage, une semaine de règlement ou des procès en référé

Consentement des parties

Certains tribunaux exigent le consentement des parties

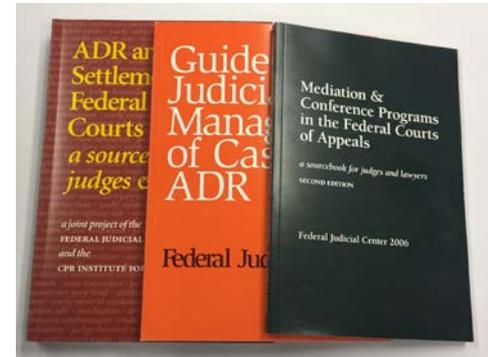
Dans de nombreux tribunaux, les juges ont le pouvoir d'ordonner aux parties de procéder à un ADR pour tout ou certains types d'affaires

Coûts

Les parties sont, généralement mais pas toujours, tenues de payer des frais de médiation

Agences

Panel de médiateurs, partie extérieure neutre, médiateur du tribunal, juges



Plaideurs Sans Avocat Dans les Procédures Civiles (*PSA*)

Pas de droit à un avocat commis d'office

Droit à comparaître sans avocat

Tribunal fédéral : droit statutaire (*28 Code des États-Unis § 1654*)

Quelques exceptions (*p. ex. : sociétés, recours collectifs*)

Tribunaux d'état : accès à la justice

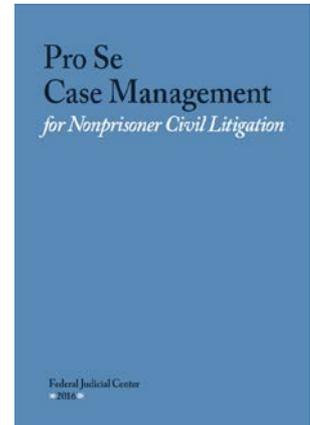
Les systèmes de rapports diffèrent d'un état à l'autre

De nombreux états ont au moins un plaideur sans avocat dans plus de la moitié de certains types d'affaires (*ex. : affaires de droit familial en Californie et au New Hampshire et audiences civiles en Floride*) *p.*

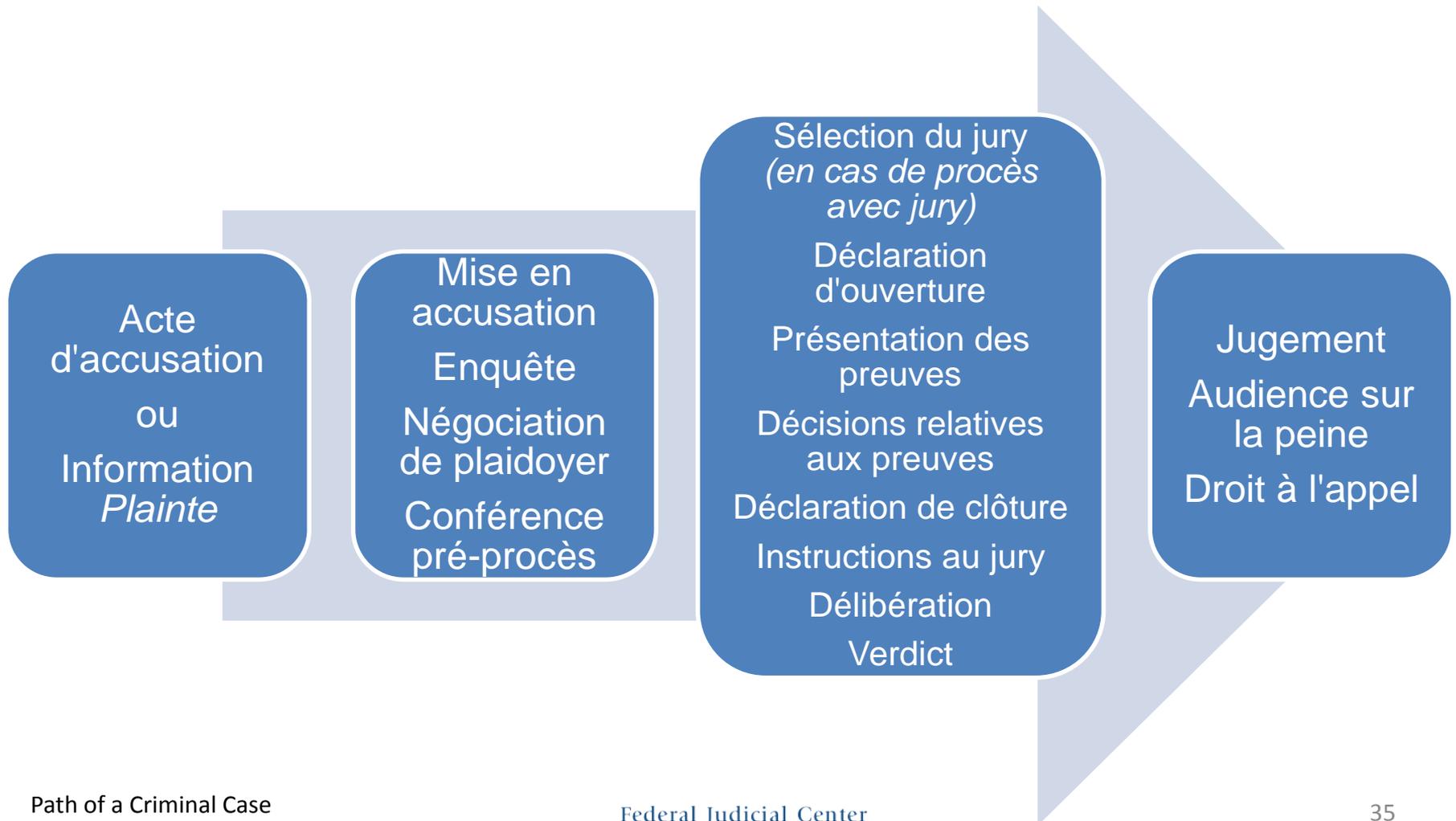
Ressources judiciaires

Les tribunaux fournissent de l'aide en matière de procédure, mais pas de conseils juridiques

Les tribunaux peuvent également mettre à disposition des formulaires, des instructions et des manuels



Procédure pénale



Le procès criminel: Roles

Procureur

Représente le gouvernement
Définit les infractions
Obligé de dévoiler les preuves favorables à la défense
A la charge de la démonstration
Doit démontrer la culpabilité au delà du doute raisonnable

Avocat de la défense

Droit à avocat constitutionnel
privé
Désigné par la cour publique
Représente le mis en cause
Répond aux arguments du procureur
Garantit le droit à un procès équitable

Juge

Ne mène pas l'enquête
Décideur neutre
Sur les questions juridiques
Détermine les faits (pour les procès sans jury)
Délivre les mandats d'arrêt
Garantit le caractère équitable et le rythme du procès
Veille à la régularité de la procédure
Gère le jury
Détermine la peine

Plaider coupable



Étape 1

Négociations entre un procureur et un avocat de la défense: l'accusé accepte de plaider coupable en échange d'une peine réduite



Étape 2

Accord présenté au juge pour approbation
Le Juge peut rejeter la négociation proposée



Étape 3

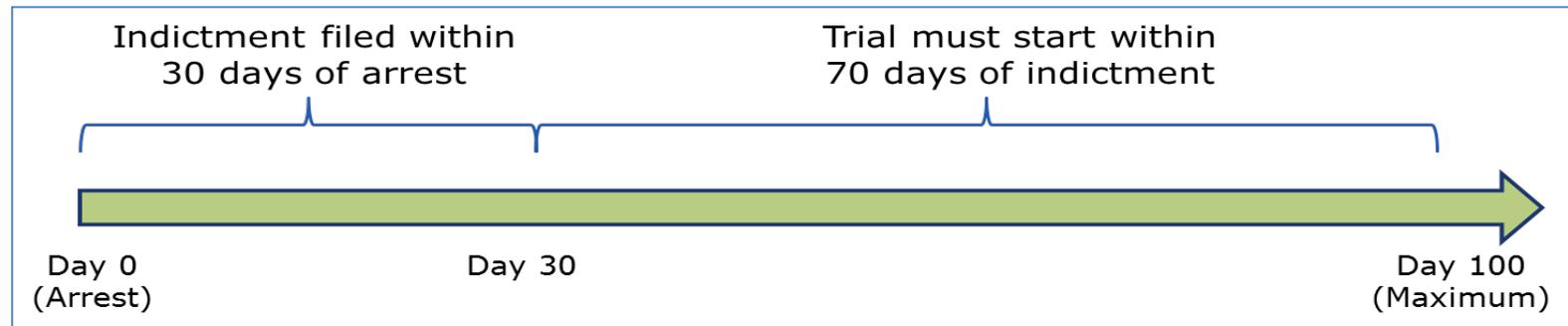
Si la négociation avance, le juge mène une audition et interroge l'accusé afin de s'assurer que celui-ci est apte à comprendre la procédure, et n'a pas été forcé de plaider coupable

La grande majorité des affaires criminelles aux États-Unis se conclut par un plaider coupable.

Procès Rapide

D'après le sixième amendement de la constitution américaine : “Dans toutes les poursuites judiciaires criminelles, l'accusé doit pouvoir bénéficier du droit à un procès rapide et un procès publique....”

Speedy Trial Act (1974) : Limites de temps pour compléter les étapes de la poursuite judiciaire.



Un accusé peut, et c'est souvent le cas, accepter l'arrêt de “l'horloge du procès rapide”

L'horloge s'arrête aussi durant les motions préalables au procès, indisponibilité de l'accusé ou des témoins , recours interlocutoire.

Sinon, le manquement au respect des limites temporelles peut donner lieu à un rejet de l'affaire devant les tribunaux

Procès Devant Jury : Contexte historique

Histoire

Angleterre (1166) : processus formalisé de 12 personnes devant aider les juges royaux à prendre des décisions juridiques importantes

Etats-Unis avant la révolution : manque de confiance des autorités exécutives

Constitution des Etats-Unis (1787)

Article III : « Tout procès pour crime, excepté en cas d'impeachment, sera tenu devant jury et dans l'état où le crime présumé a été commis... »

7^{ème} Amendement : le procès devant jury pour des affaires civiles impliquant des dommages pécuniaires

Le Jury Dans Les Affaires Pénales et Civiles

	Criminal (> 6 months in prison)	Civil (money damages)
Grand jury / Audience préliminaire	<p>Le procureur présente les preuves afin de déterminer s'il existe « une cause probable » pour croire que l'individu a commis un crime</p> <p>16-23 personnes ; 12 doivent s'accorder</p>	Aucun
Procès avec jury	12 personnes (certains Etats admettent moins de membres dans un jury pour les affaires pénal)	6-12 personnes
Verdict	Unanime*	Unanime, sauf si les parties acceptent le verdict de la majorité
Sentence / Dommages	<p>Juge</p> <p>Jury dans un procès capital (peine de mort)</p>	Jury, mais le juge peut modifier

Convocation et Sélection du Jury

Assignment

Une partie du public

Sélection aléatoire parmi des votants et conducteurs inscrits

Exemptés de la charge de juré : militaire en service, pompiers, policiers, fonctionnaires



Renvoi pour difficultés exceptionnelles

Selection

Voir dire: juge, avocats ou les deux interrogent les jurés potentiels afin de déterminer s'ils remplissent les critères

Le *voir dire* vise à exclure les personnes partiales

Jurés et remplaçants (2-3) sélectionnés

95 % de toutes les affaires devant jury sont closes en cinq jours au plus

Directives Relatives Aux Peines (« Sentencing Guidelines »)

Commission américaine sur la détermination des peines (USSC)

Agence fédérale indépendante dans la branche judiciaire

Le président nomme 7 membres votants, dont 3-4 juges

Établit les directives relatives aux peines pour assister les juges fédéraux

Collecte et analyse les informations relatives aux délits et aux peines

Fournit des conclusions et des recommandations au Congrès et au public

Directives relatives aux peines

Consultées par des juges concernant la forme et de la c

Facultatives, pas obligatoires

Visent à promouvoir l'équité à travers la proportionnalité

Mises au point pour prévenir les disparités de peines inj
coupables similaires

Permettent la flexibilité judiciaire

Circonstances aggravantes ou atténuantes pertinentes

Reflètent les buts de la peine et les connaissances actuelles sur le
comportement humain



Tribunaux de réinsertion

Principes de résolution des problèmes afin de réduire le récidivisme

Supervision intensive

Traitement de la toxicomanie, orientation professionnelle, thérapie cognitivo-comportementale

Participation des tribunaux

Autorité, structure, responsabilité, conséquences (*sanctions et incitations*)

Juge rapidement impliqué ; audiences des tribunaux programmées régulièrement et fréquentes

Les participants peuvent assister en groupe

Caractéristiques

Admissibilité : risque élevé de récidive

Sélection et évaluation

Pratiques fondées sur des preuves

Équipe (*juge, probation et libération conditionnelle, professionnel du traitement, procureur, avocat de la défense*)

Évaluations du programme

Impact positif dans la prévention de la réincarcération, amélioration de la sécurité communautaire, économies

Centre Juridique Fédéral

Établi par la loi, 1967

Agence du pouvoir judiciaire

Mission : éducation et recherche

Conseil

Président de la Cour, 7 juges,
directeur du Bureau
d'administration

Directeur

Nommé par le Conseil

Personnel : 124 (2016)

Budget : 27,719,000 USD (2016)



Principes de formation continue

Compétences

Connaissances, aptitudes, valeurs

Objectifs d'apprentissage fondés sur les preuves en rapport avec les responsabilités professionnelles

Axé sur la tâche

Objectifs pertinents, pratiques

Apprenant engagé, actif, autonome

« Appropriation » du programme

Apprentissage par l'expérience

Facilitation et non instruction

Sujets de formation pour les juges

Définis après consultation des comités de conseil judiciaire

Capacité oratoire à l'audience

Écriture d'opinion

Preuve

Gestion de cas

Éthique judiciaire

Droit fondamental

Peines pour les procédures criminelles

Science et technologie

Administration des tribunaux

Utiliser la technologie de l'information

Science et technologie

Nécessité de mettre à jour les programmes de formation



Réformes en matière de condamnations pénales



Questions émergentes en neuroscience



La numérisation des pièces

Formation continue et Séminaires

Orientation

2 sessions d'une semaine

Le programme initial est pour un petit groupe (*normalement 10-14 juges*)

Formation continue

Générale

2 à 3 jours, dans diverses villes des États-Unis

Spécialisation

souvent en collaboration avec des universités

Droit de l'environnement, du travail, de la propriété intellectuelle, connaissances en matière de médiation, etc.

Universités : juges et experts

Évaluations de programme

Programme non obligatoire



Publications du FJC

Benchbook for District Court Judges (Livres des juges de cour de district)

Judicial Writing Manual (Manuel de rédaction judiciaire)

Recurring Problems in Criminal Trials (Problèmes récurrents de procès criminels)

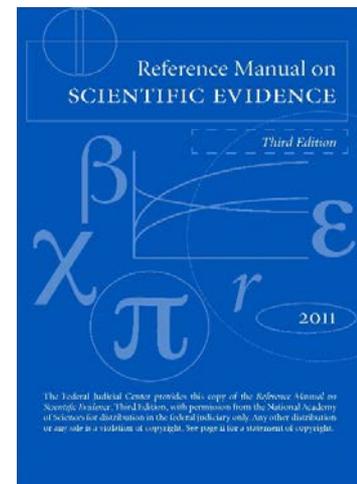
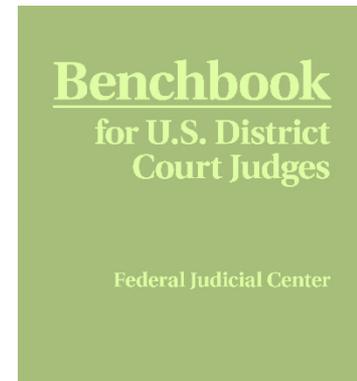
Case Management & ADR (Gestion des affaires et règlement alternatif des litiges)

Deskbook for Chief Judges (Livre pour les juges principaux)

Reference Manual on Scientific Evidence (Manuel de référence sur les preuves scientifiques)

Manual for Complex Litigation (Manuel pour les procédures complexes)

Monographs on legal issues (Monographies sur les questions légales)



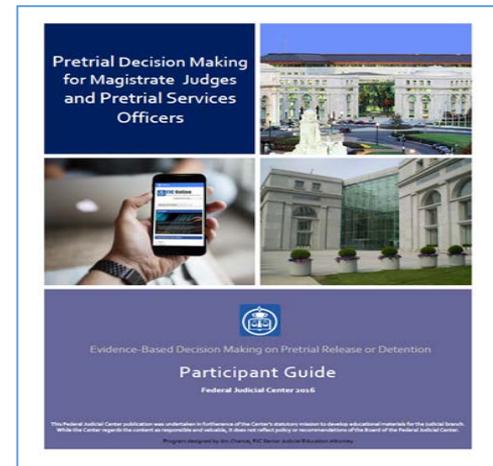
Formation du personnel administratif

Administrateurs des tribunaux

- gestion des tribunaux
- gestion du flux de travail
- supervision, leadership, esprit d'équipe
- planification stratégique
- éthique
- gestion de crises
- administration de procès avec jury

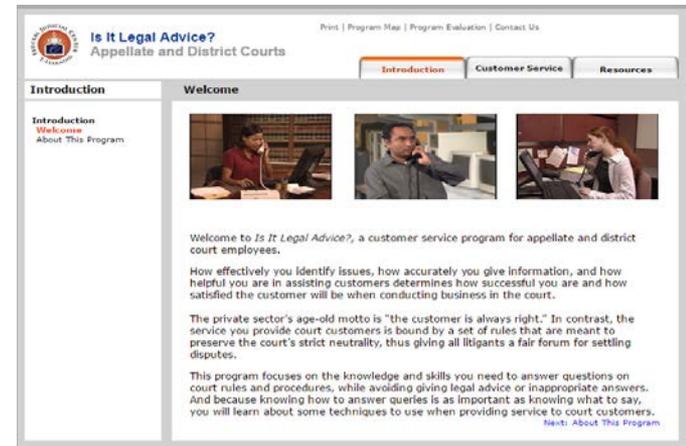
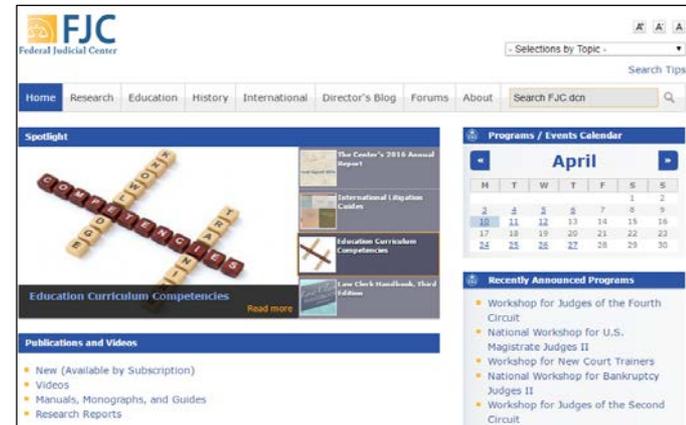
Services liés à la liberté surveillée et aux procédures précédant les procès

Ateliers, conférences, et programmes au sein des tribunaux



Formation à distance

Le site Intranet du FJC
Video et audio en streaming
Web & visio conférence
eLearning
FJC studio de production



Recherche au FJC

- *Mandat : développement et recherche analytique et empirique dans les domaines du fonctionnement et de l'administration des tribunaux, souvent sur demande des décideurs du pouvoir judiciaire ou du Congrès*

- Projets comprenant :
 - Gestion des affaires
 - Règlement alternatif des litiges
 - Importance des actions
 - Technologie de la salle d'audience
 - Recours collectif
 - Impact de la réforme des règlements
- Personnel: Professionnels de la recherche en droit et des sciences sociales.

The screenshot displays the Federal Judicial Center's website interface. At the top, there are navigation tabs: "Reports and Studies", "Research Projects", "Research Supporting the Federal Rules", "Federal Court Cases: FJC Integrated Database (IDB) 1970 to Present", and "Research: Special Topics". The main content area features a diagram titled "Technology Assisted Review for Discovery Requests". The diagram shows a flow from "ESI Collection" to "Document", then to "Computer Comparison", which leads to a "Seed Set" (divided into "Responsive" and "Not Responsive") and finally to a "Document Responsiveness Score" represented by a percentage sign. To the right of the diagram is a "Research" section with text describing the Center's empirical and exploratory research on case management, court administration, and rules of procedure. Below the diagram and text are two columns of research project listings: "Reports and Studies" and "Current Research Projects".

Reports and Studies

- Report on Federal–State Court Cooperation: A Survey of Federal Chief District Judges
- Patent Pilot Program: Five-Year Report
- Video Recording Courtroom Proceedings in United States District Courts: Report on a Pilot Project
- Review of Scientific Literature on the Reliability of Present Sense Impressions and Excited Utterances
- Survey of Harm to Cooperators: Final Report

Current Research Projects

- Alternative Dispute Resolution in the Federal District Courts
- Alternative Dispute Resolution Programs Cost and Effectiveness
- Bankruptcy Court Practices Regarding Applications for Administrative Costs
- Best Practices for Trade Secret Seizures Under The Defend Trade Secrets Act of 2016
- Case Management of Chapter 9 Municipal Bankruptcy Litigation

Bureau de l'Histoire Judiciaire Fédérale

Mandat : mener, coordonner, et encourager des programmes ayant rapport avec l'histoire de la branche judiciaire du gouvernement des États-Unis.

Studies history of the federal judiciary

Produces publications

Provides guidance about preservation of court documents and judges' papers

Compiles statistical and biographical information about judges

Teaching Judicial History Project:
background on famous federal trials and related public debates



Relations Judiciaires Internationales

Mandat: La mission du Centre Fédéral Judiciaire auprès des Tribunaux Étrangers est de fournir l'information nécessaire afin d'éduquer l'appareil judiciaire, assurer un bon fonctionnement des tribunaux, ainsi que la mise en place des stratégies dont le but sera d'améliorer l'application de la justice par les juges et le personnel judiciaire

Exposés d'informations

Programmes pédagogiques

Programme des Visiting Foreign Judicials

Conférences internationales

Aide technique

Documentation

Comité des relations juridiques internationales



Visiteurs du FJC : 2016

En 2016, le Centre a accueilli 664 visiteurs de 77 pays et juridictions différents :

Algeria, Argentina, Armenia, Australia, Azerbaijan, Bahrain, Bangladesh, Benin, Bosnia, Botswana, Brazil, Bulgaria, Burkina Faso, China, Colombia, Congo, Egypt, Eritrea, Estonia, Ethiopia, Finland, Gambia, Georgia, Greece, Guatemala, Guinea, India, Iraq, Ireland, Italy, Jamaica, Japan, Jordan, Kenya, Kosovo, Kuwait, Kyrgyzstan, Lebanon, Lesotho, Liberia, Malaysia, Mali, Mauritania, Moldova, Mongolia, Montenegro, Morocco, Namibia, Nepal, Netherlands, Nigeria, Pakistan, Palestinian Territories, Papua New Guinea, Philippines, Romania, Saudi Arabia, Senegal, Serbia, Sierra Leone, South Africa, South Korea, South Sudan, Swaziland, Taiwan, Tajikistan, Tanzania, Thailand, Togo, Tunisia, Turkey, Turkmenistan, Uganda, Ukraine, Uzbekistan, Vietnam, Zambia



Federal Judicial Center
One Columbus Circle NE
Washington, DC 20002-8003
www.fjc.gov

